

Forum : Forum citoyen sur l'économie et le climat

2026

Thématique : Devons-nous repenser notre modèle économique productiviste face à l'urgence climatique actuelle ?

Nom du/de la Citoyen.ne : Stella Adamopoulou

Situation familiale ☐ Marié/en couple ☒ Célibataire ☐ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ☐ Primaire ☒ Secondaire ☐ Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je m'appelle Stella Adamopoulou, j'ai dix-huit ans, je vis à Manille et je suis le fils d'un homme politique philippin. Notre maison est dans un quartier fermé et gardé de la capitale. En cas de coupure d'électricité, nos générateurs prennent le relais. Quand le reste de la ville est sous l'eau, notre rue reste sèche. Je n'étudie pas et je ne travaille pas : mon nom de famille suffit. Mon oncle dirige une entreprise de travaux publics, et une partie de l'argent de ma famille provient de contrats de construction payés par l'État et de parts dans des centrales à charbon. Je le dis tout de suite, parce que ce forum va parler du modèle productiviste. Je ne le subis pas. Je vis grâce à lui.

Je veux d'abord rappeler ce que ce modèle a apporté à mon pays. Notre économie croît de plus de 5 % par an, et cette croissance repose encore beaucoup sur le charbon, qui fournit près de 60 % de notre électricité (Climate Action Tracker). Pour un pays de 7 600 îles, c'est l'énergie qui reste la moins chère. Mon grand-père a commencé avec une petite entreprise de construction en province. Mon père est ensuite entré en politique. En deux générations, ma famille est passée de la campagne à Manille. Des millions de Philippins veulent encore parcourir ce chemin.

Sur le plan personnel, je suis célibataire, sans enfants et sans diplôme. Mon avenir dépend donc entièrement des affaires de ma famille, et ces affaires dépendent des commandes de l'État. C'est pour cela que j'ai peur des solutions trop brutales. Après le scandale des travaux contre les inondations, plus de 250 milliards de pesos de chantiers ont été retirés du budget 2026. Le secteur du bâtiment est tombé à son niveau le plus bas et des milliers d'ouvriers ont perdu leur travail. Derrière chaque contrat annulé, il y a des familles sans salaire. Je dois aussi être honnête sur un point que les autres délégués.e.s vont me reprocher. Depuis 2023, une grande partie de l'argent prévu pour protéger le pays des inondations, un argent classé comme argent du climat, a probablement été détournée. Le montant pourrait dépasser 19 milliards de dollars (Transparency International). Il s'agit de travaux jamais réalisés et de contrats donnés toujours aux mêmes entreprises. Ma famille fait partie de ce monde. Chez nous, un budget pour le climat est d'abord un budget, et une carrière politique coûte cher. En retour, ce sont nos bureaux qui paient les factures d'hôpital, les sacs de riz après les typhons et les bourses d'études que l'État ne donne pas. Vous appelez cela de la corruption. Beaucoup de gens chez moi appellent cela le seul endroit où on leur répond.

Malgré tout, je ne peux pas fermer les yeux sur le changement climatique. Les Philippines sont le pays le plus exposé aux catastrophes naturelles au monde, pour la vingt et unième année de suite (WorldRiskIndex 2025, note de 46,56). Elles sont aussi le 7e pays le plus touché en 2024 (Climate Risk Index, Germanwatch). Entre 1995 et 2024, 371 événements extrêmes y ont fait 27 500 morts et plus de 35 milliards de dollars de dégâts. En août 2026, Metro Manila a reçu 201,7 mm de pluie en cinq heures. Des quartiers qui n'avaient jamais été inondés l'ont été, à quelques rues de chez moi. Selon la Banque mondiale, le changement climatique pourrait nous coûter 7,6 % de notre PIB en 2030 et 13,6 % en 2040. Cette fois, l'eau est arrivée jusqu'à notre rue, et mon nom de famille n'a rien changé.

Pour moi, la conclusion est simple : mon pays doit se protéger sans arrêter de se développer. Nous produisons environ 0,4 % des émissions mondiales de CO₂ (Agence internationale de l'énergie), et un habitant des Philippines émet à peu près trois fois moins que la moyenne mondiale. Pendant ce temps, la fonte des glaces de l'Arctique ouvre de nouvelles routes maritimes et de nouveaux câbles entre l'Asie et l'Europe, et personne dans les pays riches ne parle de décroissance à ce sujet. Cet été, des centrales européennes ont dû réduire ou arrêter leur production à cause de la canicule. Leur système n'est pas plus solide que le nôtre. Ils ont simplement plus d'argent pour réparer. Pour les Philippines, l'urgence n'est donc pas de produire moins. Elle est de mieux se protéger.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je ne crois pas qu'agir pour le climat veuille dire arrêter de grandir. Aujourd'hui, mon pays a surtout besoin d'être protégé. Les Philippines sont touchées une vingtaine de tempêtes tropicales par an, et le changement climatique pourrait nous coûter 13,6 % de notre PIB en 2040 (Banque mondiale). Ce qui nous manque, ce n'est pas la sobriété. Ce sont des digues, des pompes et des routes solides.

Ma première proposition est de faire de l'adaptation une activité rentable. Les digues, les stations de pompage, le nettoyage des rivières, le relogement des quartiers inondables et l'assurance des récoltes doivent être traités comme un marché, et pas comme une aide. Un chantier crée des emplois, des bénéfices et des impôts. C'est la seule partie de l'action climatique qui sera votée chez nous, parce qu'elle fait vivre des gens tout de suite. Il faut y ajouter ce qui coûte peu et protège beaucoup : des sirènes d'alerte, des cartes des zones inondables et des mangroves replantées le long des côtes.

Ensuite, je demande qu'on ne sacrifie pas les ouvriers du bâtiment au nom de la lutte contre la corruption. J'ai déjà parlé des 250 milliards de pesos de chantiers retirés du budget 2026 et des milliers d'emplois perdus. Et pourtant, aucune digue de plus n'a été construite. Nettoyer un système ne protège personne de l'eau. Je propose donc un accord : des contrôles publics sur les budgets du climat et un site pour signaler les problèmes, oui ; l'arrêt de tous les chantiers, non.

Bien sûr, les énergies renouvelables doivent se développer. Mon pays vise 35 % d'électricité renouvelable en 2030 et 50 % en 2040, et cet objectif me paraît juste. Mais le charbon fournit encore près de 60 % de notre électricité, et notre réseau électrique est divisé entre des milliers d'îles. Une sortie trop rapide ferait monter les prix, et ce sont les plus pauvres qui perdraient l'électricité les premiers. Faire grandir le solaire et l'éolien petit à petit, à côté du charbon, reste la seule solution réaliste chez nous.

Les pays riches ont aussi leur part à faire. Ils ont commencé à émettre massivement les premiers et ils sont responsables de la plus grande partie des émissions depuis deux siècles. Ils ont promis 300 milliards de dollars par an pour le climat. Je demande que cet argent arrive vraiment, par le financement de l'adaptation et par le fonds « pertes et dommages », et qu'ils donnent accès à leurs technologies. En revanche, je refuse les conditions qui laisseraient à des pays ou à des banques étrangères le choix de nos chantiers.

À mon niveau personnel, je ne serai pas utile en triant mes déchets. Je serai utile grâce aux relations de ma famille. J'obtiens en une semaine un rendez-vous qu'une association attend pendant trois ans. Je peux faire financer par la fondation de ma famille des projets dont les résultats peuvent être vérifiés : des mangroves sur la côte de notre province, des panneaux solaires et des sirènes d'alerte dans les quartiers les plus inondables, des bourses d'ingénierie pour des jeunes qui, eux, ont étudié. Vous appellerez cela du greenwashing. Dans mon quartier, on appelle cela une alerte qui marche.

Pour résumer, je défends une protection financée à grande échelle, un changement d'énergie progressif et une vraie participation des pays riches. Je voterai pour toute résolution qui apporte à mon pays de l'argent, des infrastructures et du temps. Je voterai contre toute résolution qui demande aux Philippines de payer une facture qu'elles n'ont pas à payer car elles n'en sont pas responsables.